

SÉMINAIRE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

RÉSULTATS & PERSPECTIVES

SAMEDI 23.07.2016 - VAL DUCHESSE



PREMIER MINISTRE

DÉJÀ RÉALISÉS

■ **Le Premier ministre a présidé depuis le 11 octobre 2014 :**

- 97 conseils des ministres : 13 en 2014,
52 en 2015 (dont 8 e-cmr),
32 en 2016 (dont 3 e-cmr)
- 18 comités de concertation

■ **Le Premier ministre a effectué :**

- 23 visites sortantes (5 en 2014, 13 en 2015, 5 en 2016)
- 61 rencontres bilatérales (7 en 2014, 28 en 2015 et 26 en 2016)

■ **Le Premier ministre était présent à**

- 15 Conseils européens (2 en 2014, 9 en 2015 et 4 en 2016)

■ **Le Premier ministre a insisté sur 3 domaines d'actions :**

- La sécurité – contre-terrorisme
- La question de la migration
- L'attraction d'investissements en Belgique

DÉJÀ RÉALISÉS

- **Mise en place du centre cyber-sécurité**
 - Il coordonne les différents acteurs pour une amélioration de la sécurité numérique en Belgique
- **Le Conseil National de sécurité, créé le 28 janvier 2015, s'est réuni à 39 reprises et a démontré toute son importance lors des crises liées au terrorisme**

DÉJÀ RÉALISÉS

■ Soutien aux organisations internationales ayant leur siège en Belgique

- NCIA (NATO Communications and Information Agency)
 - *le Premier ministre a mis en œuvre le projet de construction d'un bâtiment pour 700 personnes pour accueillir une Engine Room de la NATO*
- EIS (Ecole Internationale du SHAPE)
 - *le maintien d'une section belge de l'Ecole Internationale du SHAPE participe à la qualité de la politique de siège de notre pays. Le Gouvernement a investi plus de 16 millions d'euros pour la construction de locaux*

■ Positive Belgium

- Le gouvernement a dégagé 4 millions d'euros pour mettre en place une stratégie de communication visant à soutenir l'image positive du pays et de ses autorités. Les acteurs privés et les entités fédérées sont associés à la démarche

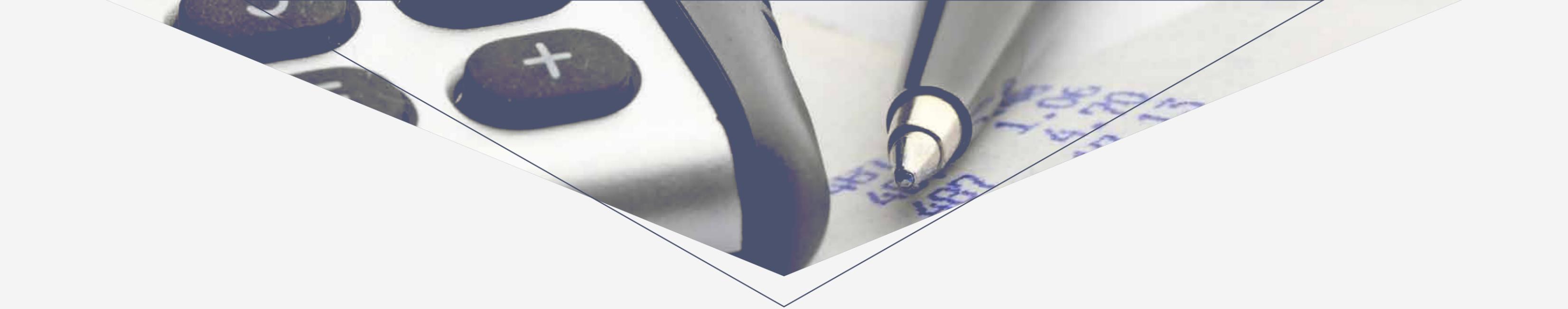
DÉJÀ RÉALISÉS

■ **Marchés publics**

- Transposition des directives européennes en matière de marchés publics : accent sur la lutte contre le dumping social, l'accès des PME aux marchés et l'accès aux entreprises de travail adapté

■ **Service commun d'audit interne**

- En contrepartie d'une autonomie plus élargie, les SPF sont soumis à une évaluation effective, basée sur un contrôle interne approfondi à l'aide d'un audit interne commun



CHIFFRES

SOCIO-ÉCONOMIQUE

■ Augmentation de la création d'emplois

- Depuis octobre 2014, 64.700 emplois ont été créés, principalement dans le secteur privé (39.600) (Chiffres ICN)
- Au cours du premier trimestre 2016, 9.700 emplois supplémentaires sont recensés par rapport au quatrième trimestre 2015 (Chiffres ICN)
- Pour le deuxième trimestre 2016, 16.345 travailleurs flexi-jobs ont été déclarés auprès de 4.792 employeurs (Chiffres ONSS)

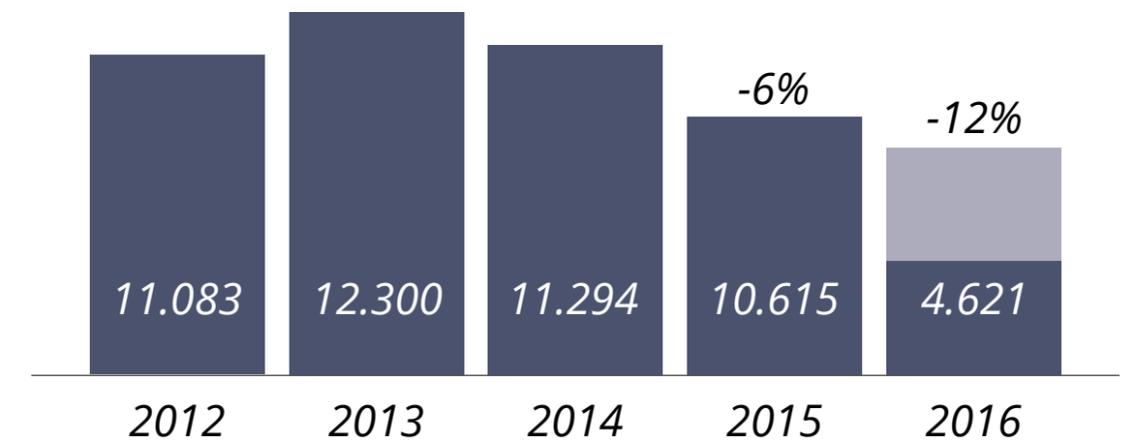
■ Augmentation du pouvoir d'achat

- Tous les salaires ont augmenté entre 2014 et 2016. Pour les plus bas salaires, cela représente une différence de +80€ net/mois ! Cette augmentation du salaire poche va continuer jusqu'en 2019 et représentera +70€ à +140€ net/mois !
- En 2015, augmentation du pouvoir d'achat de 2.6 millions de personnes grâce à la revalorisation des allocations et de l'enveloppe « Bien-Être »

SOCIO-ÉCONOMIQUE

■ Bonne santé des entreprises

- Les cotisations patronales sont réduites de 33% à 25%
- Soutien aux entreprises suite aux attentats (ex : facilités de paiement et report des cotisations sociales)
- En 2015, près de 90.000 entreprises ont été créées ! (Rapport Graydon)
- Baisse des faillites
 - 2015 : -6%, 684 au regard de 2014
 - Baisse de 2015 au regard de 2014 concerne toutes les régions :
 - RW : -9,3%
 - RF : -5,8%
 - RBXLC : -2%
 - 2016 :
Au premier semestre 2016, on constate toujours une tendance à la baisse du nombre de faillites, à savoir 4.621 faillites, ce qui représente une diminution de 12% par rapport à 2015 (Rapport Graydon)



SOCIO-ÉCONOMIQUE

■ Indépendants & PME

- Les cotisations sociales des indépendants sont réduites de 22% à 20,5%
- La mesure «Zéro cotisation» a déjà permis d'engager 839 personnes en 2016
- Le doublement des déductions pour investissements à 8% pour les PME et l'augmentation au même pourcentage (8%) pour les indépendants
- Les déductions pour investissements numériques : déduction fiscale de 13,5 % du montant investi

■ Diminution du nombre de chômeurs

- A la fin de l'année 2015, il y avait 570.903 chômeurs (Rapport ONEM 2015)
- Le nombre de chômeurs en Belgique a atteint son niveau le plus bas depuis 24 ans
- On n'a pas vu cela depuis au moins 1992, première année où les données ont été totalement informatisées et où il y avait encore 705.815 chômeurs

SOCIO-ÉCONOMIQUE

■ Lutte contre la fraude sociale et fiscale

- Sur les 4 premiers mois de 2016, la lutte contre la fraude fiscale a rapporté 228 mio €
- En 2015, la lutte contre la fraude sociale et le dumping social a rapporté 180 mio € soit 30% supplémentaire qu'en 2014 (sous Di Rupo)
- Embauche de 96 inspecteurs sociaux supplémentaires
- Embauche de 100 inspecteurs pour l'ISI (Inspection spéciale des impôts)

■ Resorption du handicap salarial

- Le handicap salarial de la Belgique par rapport aux pays voisins se réduit (Source : Eurostat, juin 2016). Le coût horaire de la main d'œuvre a crû de 0,2% au premier trimestre de cette année par rapport à la même période l'an dernier, alors qu'il a augmenté de manière plus importante en Allemagne, en France et aux Pays-Bas. Les coûts horaires ont globalement augmenté de 1,7% dans la zone euro ainsi que dans l'Union européenne dans son ensemble. En Belgique, il a crû de 0,2%. Seuls le Royaume-Uni (+0,1%), l'Italie (-1,5%) et Chypre (-0,3%) ont connu des hausses plus limitées. Le coût de la main d'œuvre a par contre augmenté chez nos voisins. L'Allemagne a vu une hausse de 3,1%, les Pays-Bas et la France ont enregistré des évolutions de l'ordre de 2,1%. De ce fait, notre handicap salarial avec les pays voisins se réduit

SOCIO-ÉCONOMIQUE

- Le handicap salarial de la Belgique par rapport à ses voisins, accumulé depuis 1996, a pour la première fois depuis des années fortement baissé. Grâce à la politique du gouvernement, il sera totalement résorbé d'ici à la fin 2016 (Source : Rapport BNB février 2016). Le handicap salarial de la Belgique par rapport à ses trois principaux voisins a continué à se réduire en 2015 et devrait même être totalement résorbé cette année, souligne la Banque nationale de Belgique dans son rapport annuel. Le handicap salarial exprimé en termes de coûts horaires, cumulé depuis 1996 (année de l'adoption de la loi sur la compétitivité), par rapport aux trois principaux pays voisins que sont l'Allemagne, la France et les Pays-Bas est ainsi passé de 4,1% en 2013 à 2,9% en 2014 puis 1,5% l'an dernier. Il devrait même disparaître totalement en 2016 à la faveur notamment du glissement fiscal (tax shift) qui contient des mesures d'allègement des charges salariales. Parallèlement, la stricte modération salariale en Belgique, conjuguée à une hausse de la productivité, a permis, pour la deuxième année consécutive, une baisse des coûts salariaux par unité produite dans le secteur des entreprises

■ Des soins de santé toujours plus accessibles

- Les médicaments meilleurs marchés : le citoyen économise 55 mio € sur la période 2016-2018

SOCIO-ÉCONOMIQUE

■ Mobilité

- Investissements dans la sécurité ferroviaire
 - 2015 :
 - Infrabel : 964,9 mio€ dont 292,8Mio€ spécifiquement pour la sécurité d'exploitation
 - SNCB : 703,7 mio€ dont 5,2Mio€ spécifiquement pour la sécurité d'exploitation
 - 2016 (prévu, en cours ou devant encore passer en CA) :
 - Infrabel : 996,2 mio€ dont 294,7 Mio€ spécifiquement pour la sécurité d'exploitation
 - SNCB : 734,6 mio€ dont 29,7 Mio€ spécifiquement pour la sécurité d'exploitation
- Liaison Schuman-Josaphat et pôle multimodal de Schuman (depuis 04.2016)
 - *La mise en service du tunnel Schuman-Josaphat en avril 2016 constitue une avancée majeure pour l'amélioration de la capacité ferroviaire du nœud bruxellois et offre un gain de temps appréciable pour l'accès à l'aéroport national*
- Survol de bruxelles
- Moratoire sur le Plan Wathelet qui impactait négativement 700.000 personnes

SOCIO-ÉCONOMIQUE

■ Pensions

- 500 mio € pour la revalorisation de l'enveloppe «Bien-Être»
- + 0,7% de la pension minimum pour une carrière complète

■ Augmentation des minima sociaux

- En moins de 2 ans, le revenu d'intégration sociale a été augmenté de 6%
- Sur base annuelle :
 - + 400 € pour cohabitants
 - + 600 € pour célibataires
 - + 800 € pour chefs de famille

■ Enveloppe «bien-être»

- L'enveloppe bien-être a été versée à 100% dans la période 2015-2016
- Progression de 44% par rapport au précédent gouvernement

SÉCURITÉ-JUSTICE

■ Renforcement de la Sûreté de l'Etat

- Nouveaux moyens en hommes (146) et investissements (13 mio€)
- Création de la Belgian Intelligence Academy

■ Organe de sécurité

- Depuis sa création par arrêté royal du 28 janvier 2015, le Conseil national de sécurité s'est réuni à 39 reprises
- Depuis sa création par arrêté royal du 2 juin 2015, le Comité stratégique du renseignement et de la sécurité s'est réuni à 25 reprises

■ JUSTICE

- Paiement de 175 millions € d'arriérés de factures
- Publications des vacances de postes à l'Ordre judiciaire : 531 magistrats, 1033 membres du personnel judiciaire, 114 stagiaires judiciaires, 40 juristes de parquet
- Investissements et recrutements : 100 millions €
- Masterplan prisons III (décision de principe : 2 nouveaux CPL et 4 nouveaux établissements pénitentiaires)
- Renforcement de la lutte contre la fraude fiscale : doublement du cadre des substituts fiscaux (+15) ainsi que du nombre des fonctionnaires fiscaux détaché à l'Ordre judiciaire (+15)

SÉCURITÉ-JUSTICE

■ Intérieur

- Recrutement dans la Police
 - *Planning de recrutement*
 - *2016 : 800 ETP (aspirant-inspecteurs)*
 - *2017 : actuellement 800 ETP (aspirant-inspecteurs)*
 - *2018 : normalement idem*
 - *2019 : normalement idem*
- Recrutement lié au terrorisme
 - *1036 ETP prévus dans le cadre de « Terro » sur la législature*
 - *Les postes peuvent être pourvus via :*
 - *Recrutement externe (aspirant-inspecteurs)*
 - *Recrutement externe (inspecteurs en chef spécialisés + Calog's)*
 - *Mobilité interne (à partir de la Police locale)*
 - *Mobilité interne (à partir de la Police fédérale)*
- Recrutement en cours dans les établissements pénitentiaires :
 - *480 ETP dont 386 gardiens de prisons*

SÉCURITÉ-JUSTICE

■ Lutte contre le terrorisme

- Plan d'action contre la radicalisation, l'extrémisme violent et le terrorisme dans la zone du canal
 - *20 magistrats et 90 membres du personnel judiciaire supplémentaire*
 - *485 agents pour l'exécution du plan canal dont 325 spécifiquement pour les services de terrain et 160 pour les services d'appui*
- Jusqu'au 19/07/2016, 9 eID ont été retirées. Dans deux dossiers, copie a été refusée
 - *Dans deux dossiers, le retrait/refus n'a pas été prolongé*
 - *Dans deux dossiers, le refus a été prolongé. Dans un troisième dossier, la prolongation de refus est établie*
- Nous pouvons encore mettre en exergue que pour la première fois la loi de 2006 sur le gel des avoirs en matière de financement du terrorisme a été mise en œuvre à 12 reprises

SÉCURITÉ-JUSTICE

■ Lutte contre la surpopulation carcérale

- Diminution de 1.000 personnes dans nos prisons (détenus condamnés et internés)
- Création de places de long stay pour les internés (60 places) et de 20 places pour les femmes internées
- Libération accélérée des étrangers en fin de peine (pot-pourri II)
- Rapatriement effectif des condamnés illégaux à la sortie de prison

ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX

■ Pour la vision stratégique de la défense

- 9.2 mia € entre 2020 et 2030 pour les investissements en matériel militaire. Le programme décliné en 4 axes constitue un montant de 6,95 mia € répartis comme suit :
- 34 avions de combat : 3412 mio €
- 2 frégates multipurpose : 1003 mio €
- 6 navires de lutte contre les mines : 932 mio €
- plateforme motorisée internationale commune de la composante Terre (version légère et médiane) : 38,69 Mio (légère, ISTAR), 629,85 Mio (légère, Cap Mot interarmes), 378,62 Mio (médiane, Cap Mot interarmes), 64,99 Mio (légère, version médicale) = 1112,15mio €
- Drones de reconnaissance MALE: 490 mio € (180 mio € court terme (off the shelf), 310 mio € long terme (développement européen))

ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX

■ Militaires en opération

- Operation Desert Falcon (JORDANIE) : 105
- Opération Valiant Phoenix (IRAK – Special Forces) : 24
- Resolute Support Mission (AFGHANISTAN): 65
- Mission de formation de l'UE (EUTM) République Centrafricaine : 10
- EUTM MALI: 120
- Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA): 7
- RDC: 36

ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX

■ Asile & migration

- Demandes d'asile : le nombre de demandeurs d'asile enregistrés est en forte baisse depuis le mois de décembre :

NOMBRE DE DEMANDEURS	
2015	44.760 (5.505 en moyenne les 6 derniers mois)
2016	9.321
Janvier	2.842
Février	1.523
Mars	1.374
Avril	1.300
Mai	1.193
Juin	1.089 (le plus bas depuis mars 2008)

- Taux de reconnaissance : en juin 2016, le taux de reconnaissance était de 60,5%, ce qui confirme la tendance de 2015.
- Réseau d'accueil (au 06/07) :
 - Capacité: 33.263 places
 - Occupation: 26.749 personnes accueillies
 - Taux d'occupation de 80%

ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX

- Chiffres des retours

	2014	2015	2016
Retours volontaires	3.664	4.187	2.607
Retours forcés	5.063	5.894	2.956
Totaux cumulés	8.727	10.081	5.563

- Vols

- 11/10/2014 au 15/06/2016 = 50 vols retours opérés
- Rien qu'en 2016 : 21 vols sur 6 mois de temps (plus de 3 vols/mois en plus des rapatriements classiques)

- Rapatriement de condamnés illégaux emprisonnés

- 2016 : 788
- 2015 : 1.434
- 2014 : 625
- 2013 : 629
- 2012 : 378



SOCIO-ÉCONOMIQUE

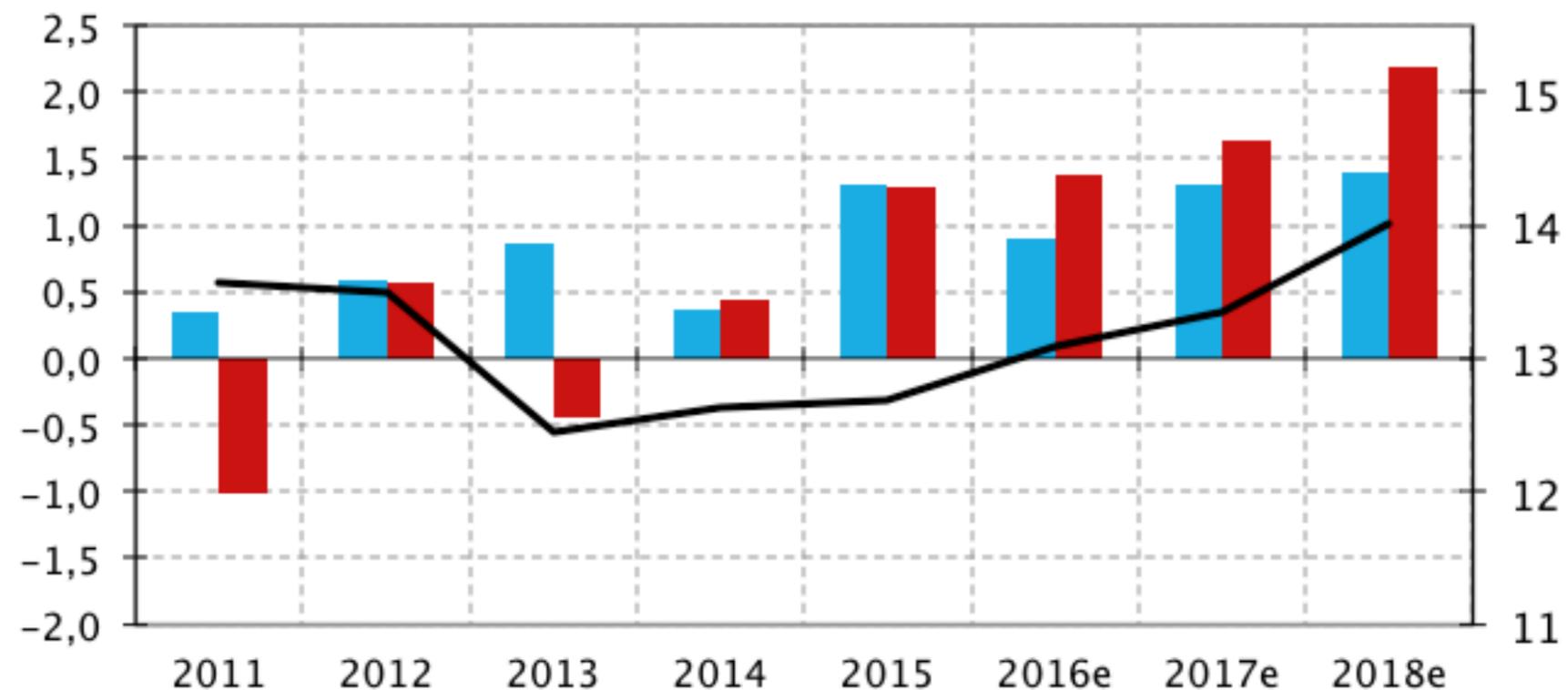


CHIFFRES BNB & BUREAU DU PLAN



CONSOMMATION PRIVÉE, REVENU DISPONIBLE ET TAUX D'ÉPARGNE DES MÉNAGES

Données en volume, pourcentages de variation par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire



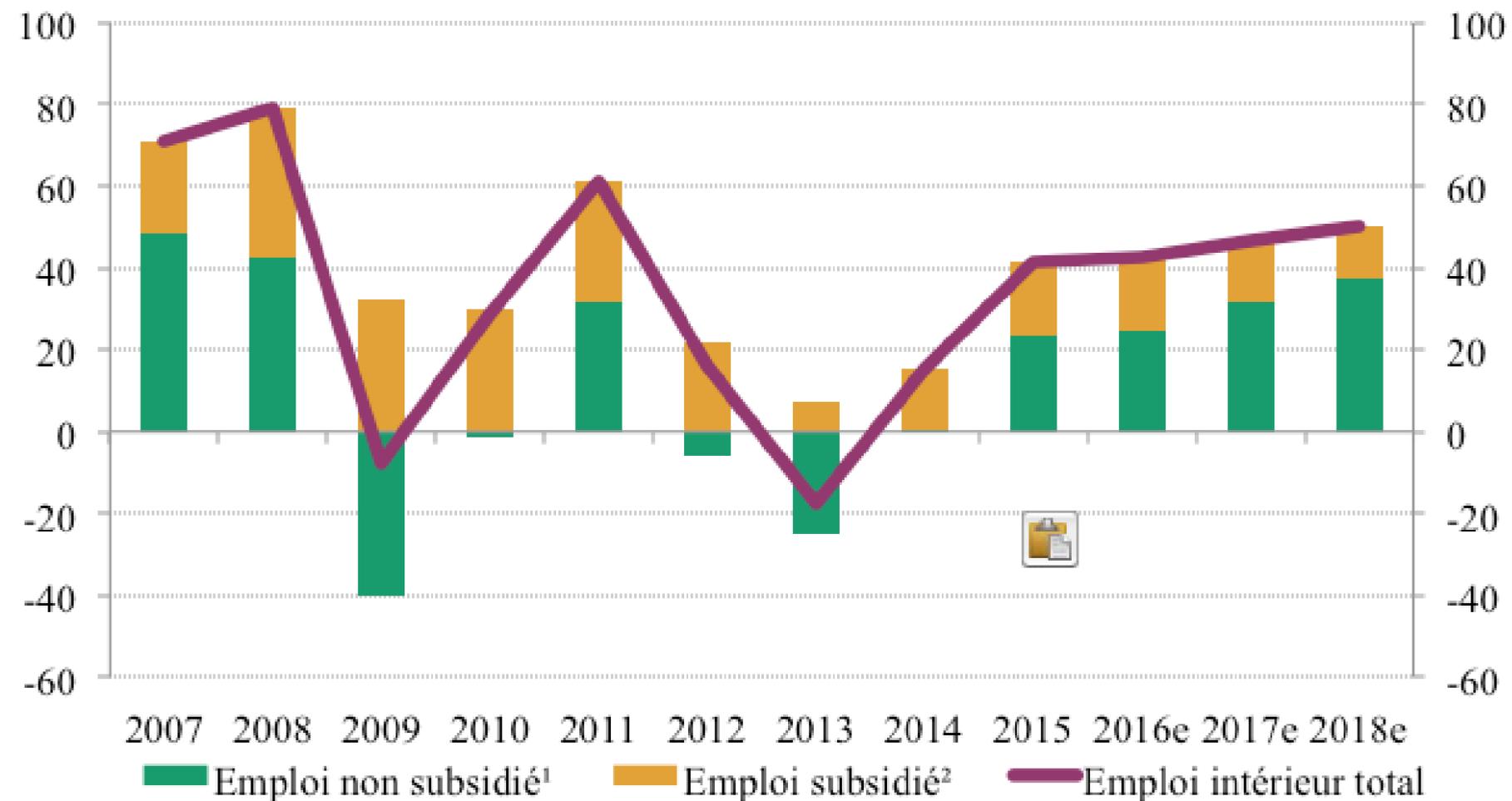
■ Consommation privée (échelle de gauche)
■ Revenu disponible brut (échelle de gauche)
— Taux d'épargne des particuliers¹ (échelle de droite)

p.m. Taux d'épargne moyen 2000-2015 : 15 %

Sources: ICN, BNB

CRÉATIONS NETTES D'EMPLOI PAR TYPE D'ACTIVITÉ

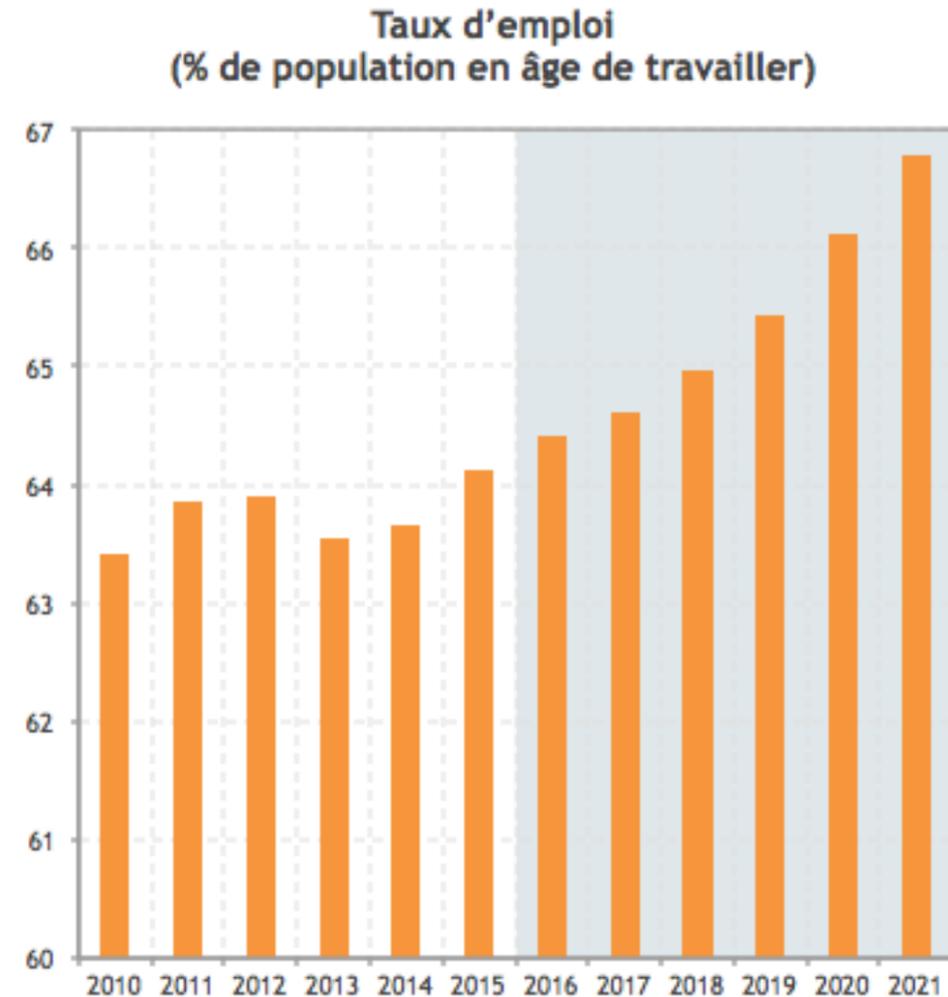
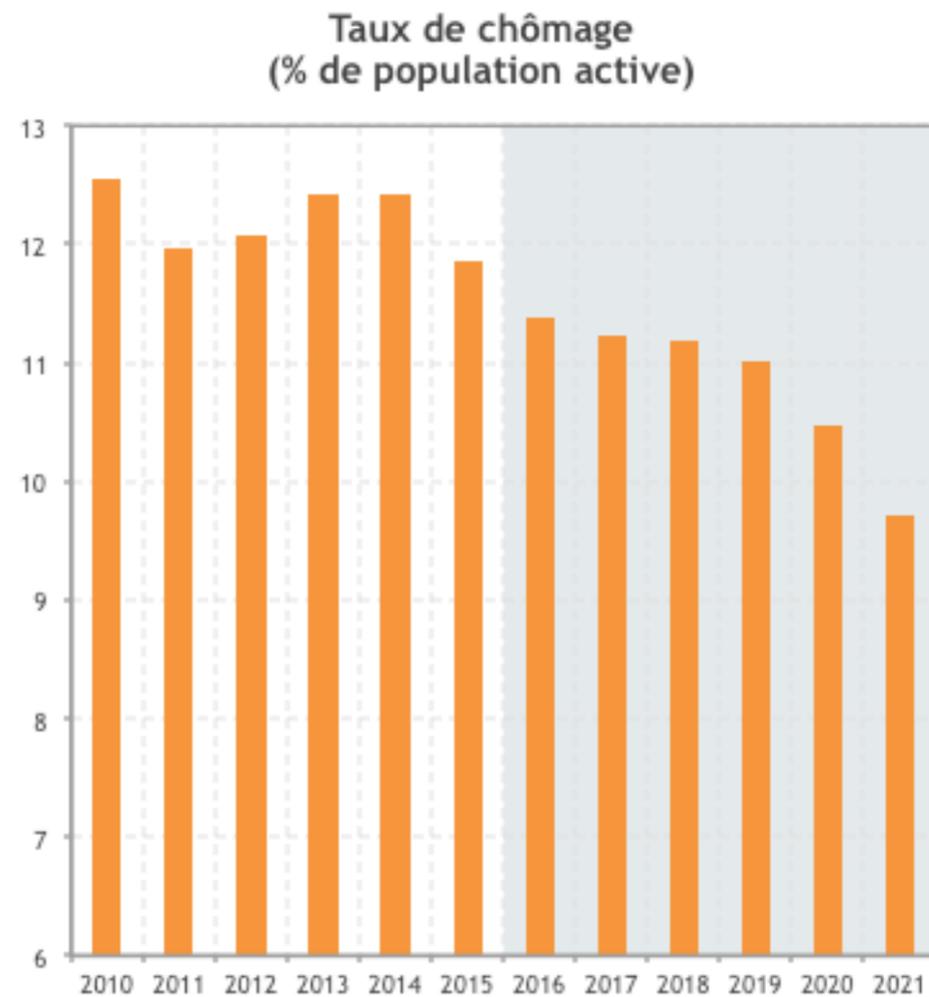
Variation en milliers de personnes par rapport à l'année précédente



Sources: BNB, ICN

TAUX D'EMPLOI ET TAUX DE CHÔMAGE

DÉFINITION DU BFP, CONCEPTS ADMINISTRATIFS



Source :
Bureau du Plan



EMPLOI / ECONOMIE / CONSOMMATEURS

KRIS PEETERS

DÉJÀ RÉALISÉS

EMPLOI

■ **Modération salariale**

- Saut d'index
- Norme salariale

■ **Réforme crédit-temps**

- Pas d'indemnité pour le crédit-temps sans motif
- Droit à un crédit-temps complémentaire pour motif de soins 36/48 mois
- Crédit-temps fin de carrière porté à 60 ans

■ **RCC et fin de carrière**

- Renforcement des conditions de carrière et d'âge
- Régime général porté à 62 ans
- Mesures transitoires

DÉJÀ RÉALISÉS

EMPLOI

■ Chômage

- Une allocation d'insertion liée à des exigences de diplôme
- Aidants proches
- Disponibilité adaptée
- Renforcement de la dégressivité
- Cadre normatif

■ Plan horeca réalisé

- Flexi-jobs
- Heures supplémentaires
- Caisse blanche

DÉJÀ RÉALISÉS

EMPLOI

■ **Élections sociales**

- Simplification
- Modernisation
- Organisation des Elections sociales 2016

■ **Diminution des charges/Tax Shift**

- Charges patronales portées à 25%
- Renforcement du Maribel Social
- Renforcement des premiers engagements

■ **Concertation sociale**

- Emplois-tremplins
- Le travail portuaire
- Tarification des services externes

EN COURS

EMPLOI

■ Loi de 1996

- Exécution accord de gouvernement

■ Loi Travail Faisable et Maniable

- Stress/Burnout
- Socle: annualisation, heures suppl. volontaires, formation, télétravail occ.
- Menu: temps de travail, épargne carrière, crédit-temps, horaires flottants, don de congés, travail à temps partiel, groupements d'employeurs, travail intérimaire à durée indéterminée
- Budget mobilité et indemnité de transition

■ Détachement et dumping social

- Directive relative au détachement
- Diminution des charges patronales Construction

■ Concertation sociale

- Cadre e-commerce/travail de nuit

PERSPECTIVES

EMPLOI

■ Bien-être au travail

- Carcinogènes
- Réintégration
- Conventions Construction et Secteurs verts
- Codex

■ Concertation sociale

- Réforme du paysage des commissions paritaires
- Conciliateurs sociaux comme consultants en matière d'innovation
- Début d'harmonisation des vacances annuelles ouvriers-employés

DÉJÀ RÉALISÉS

ÉCONOMIE ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS

■ Assurances

- assurance solde restant dû patients chroniques (loi Partyka)
- instauration de l'indice médical
- transposition Solvency II (un secteur des assurances plus durable)

■ Protection financière

- loi sur le crédit hypothécaire

■ Sécurité et qualité

- adaptation de la réglementation en matière de feux d'artifice (renforcement)
- sécurité des jouets
- tolérance zéro à l'égard des infractions en matière de sécurité des bancs solaires
- adaptation de la réglementation alimentaire désuète

DÉJÀ RÉALISÉS

ÉCONOMIE ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS

■ Renforcement des droits des consommateurs

- règlement extrajudiciaire des litiges de consommation
- code de conduite fitness
- marketing téléphonique (liste ne-m'appellez-plus)

■ Droits intellectuels

- œuvres orphelines

■ Entreprises

- simplification de la législation comptable pour PME
- code de conduite contrats de distribution secteur brassicole
- transposition de la directive et du règlement audit
- extension des compétences de la CNC (décisions individuelles)

DÉJÀ RÉALISÉS

ÉCONOMIE ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS

■ Code de droit économique

- diverses adaptations
- → dans le cadre de la législation européenne
- → conformité à la jurisprudence européenne et belge

EN COURS

ÉCONOMIE ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS

■ Règles de protection B2B

- encadrement des règles de protection B2B

■ Protection des consommateurs

- adaptation de l'accord de consommation pour le secteur énergétique
- assurance en responsabilité civile entrepreneurs
- transposition directives IDD et MIFID II (renforcement protection du consommateur financier)
- transposition directive voyages à forfait et prestations de voyage qui y sont liées

■ Durabilité

- encadrement de l'économie circulaire et de l'économie du partage

PERSPECTIVES

ÉCONOMIE ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS

■ Entreprises

- adaptation des procédures en matière de concurrence
- optimisation de la BCE (source authentique et efficace)
- insertion de la loi sur les faillites et de la loi relative à la continuité des entreprises dans le CDE / nouvelle notion d'entreprise

■ Réprographie

- vers une nouvelle législation en matière de réprographie



AGENDA NUMÉRIQUE & TÉLÉCOMS

ALEXANDER DE CROO



DÉJÀ RÉALISÉS

AGENDA NUMÉRIQUE, TÉLÉCOMS ET POSTE

■ Digital Belgium

- 1^{ère} stratégie fédérale globale pour 1 économie numérique solide

■ Des entreprises publiques plus fortes et plus autonomes

- Réforme de la loi de 1991

■ Plan Start-up

- Il prévoit notamment le Tax shelter pour les entrepreneurs débutants (jusqu'à 45 % de déduction fiscale) et la déduction pour les investissements numériques

■ Numérique = papier

- L'adoption de la « Digital Act » signifie l'équivalence juridique parfaite entre les documents papier et les documents numériques

DÉJÀ RÉALISÉS

AGENDA NUMÉRIQUE, TÉLÉCOMS ET POSTE

■ **Loi Open Data, vecteur d'innovation**

- Les données des pouvoirs publics fédéraux sont désormais ouvertes et disponibles librement, ce qui constitue un important stimulant pour les secteurs de la création et de l'innovation

■ **Plan Économie collaborative**

- Un taux simple de 10 % pour les services de l'économie collaborative, une primeur dans l'UE

■ **Rattrapage du retard accumulé au niveau de l'internet mobile**

- Campagne à succès surfmobile.be, lancement des tests expérimentaux pour la 5G

EN COURS

AGENDA NUMÉRIQUE, TÉLÉCOMS ET POSTE

■ **Concurrence stimulée sur le marché des télécoms**

- Indépendance de l'IBPT renforcée, changement d'opérateur facilité

PERSPECTIVES

- **Création du Digital Transformation Office auprès de l'autorité fédérale**
- **Ouverture du marché postal**
- **Internet plus sûr, protection contre les activités/contenus illégaux**



SANTÉ AFFAIRES SOCIALES

MAGGIE DE BLOCK

DÉJÀ RÉALISÉS

AFFAIRES SOCIALES

- **Enveloppe Bien-être : + de pouvoir d'achat pour 2,6 mio de personnes**
- **Tax shift**
 - réduction des charges patronales
 - simplification
 - soutien secteur non marchand
- **Organisation plus efficace des services publics**
 - fusion
- **Incapacité de travail**
 - mesures de renfort
 - réévaluation

DÉJÀ RÉALISÉS

AFFAIRES SOCIALES

■ Bouffée d'oxygène pour l'horeca

- flexi-job
- heures supplémentaires nettes
- nombre de jours de travail occasionnel x2

■ Mesures sociales étudiant

- choix du statut
- 475 heures au lieu de 50 jours

DÉJÀ RÉALISÉS

SOINS DE SANTÉ

■ **Pacte d'avenir pour le patient avec l'industrie pharmaceutique**

- contrôle du budget
- innovation accessible
- accès abordable aux médicaments

■ **Renforcement de la politique des soins de santé mentale**

- enfants/jeunes
- loi professions
- internement

EN COURS

SOINS DE SANTÉ

- **Plan soins intégrés malades chroniques**
 - le patient au cœur de la collaboration entre prestataires de soins
- **E-santé**
 - 3,7 mio de consentements
 - soutien hôpitaux
- **Réforme paysage et financement des hôpitaux**
 - projets pilotes en cours
 - travail de recherche
 - dans les temps
- **Plan anti tabac**
 - objectif de santé ambitieux
- **Plan suivi et contrôle**
 - soins efficaces et anti fraude

PERSPECTIVES

■ **Affaires sociales :**

- Incapacité de travail
- Réforme du financement de la sécurité sociale

■ **Soins de santé :**

- Redesign des 8 administrations de soins de santé : mieux collaborer en faveur du citoyen
- Pacte avec les Organismes Assureurs : rôle moderne pour les mutualités
- Pacte Dispositifs médicaux et implants
- Modernisation de la législation relative aux professions des soins de santé
- Cadre pluriannuel pharmaciens
- Renforcement evidence-based practice et conduite de la politique



PENSIONS

DANIEL BACQUELAINE



DÉJÀ RÉALISÉS

■ Relèvement des conditions d'âge et de carrière pour partir en retraite anticipée

- 2016: 62 ans - 40 années
- 2017: 62,5 ans - 41 années
- 2018: 63 ans - 41 années
- 2019: 63 ans - 42 années

■ Relèvement de l'âge légal

- 2025: 66 ans
- 2030: 67 ans

■ Liberté de travailler pour les pensionnés

- Sans limite de revenus après 65 ans ou 45 ans de carrière

DÉJÀ RÉALISÉS

- **Revalorisation « bien – être » (500 millions €)**
 - Pension minimum et GRAPA: + 2%
 - Pécule de vacances: + 15% par rapport à 2012
 - Revalorisation pensions d'avant 1995 + cohortes 2010/2011: + 1%
- **Majoration de 0,7% de la pension minimum d'un travailleur ayant une carrière complète**
 - Bonus de pension social visant au renforcement du lien travail – pension
- **Harmonisation de l'assimilation du service militaire**
 - Prise en compte sans condition de carrière dans tous les régimes

DÉJÀ RÉALISÉS

- **Accord historique sur la garantie légale de rendement**
 - Développement du 2ème pilier de pension
- **Fusion ONP - SdPSP**
 - Création du Service Fédéral des Pensions (SFP)
- **Comité National des Pensions**
 - Installation et début des travaux

EN COURS

- **GRAPA: contrôle renforcé de séjour à l'étranger + condition de résidence de 10 ans pour l'octroi**
- **MyPension.be**
 - Possibilité de connaître la date de prise de cours de sa pension online
- **Fonctions lourdes et pénibles**
- **Généralisation du second pilier de pension**
 - Second pilier de pension pour les travailleurs indépendants (y compris les aidants proches)
 - Second pilier de pension pour les contractuels de la fonction publique
- **Harmonisation progressive de la bonification pour diplôme**

PERSPECTIVES

4 MESURES POUR RENFORCER LE LIEN TRAVAIL-PENSION

- **Suppression de l'unité de carrière**
 - Chaque jour travaillé compte pour la pension
- **Périodes assimilées**
 - Donner plus de poids aux journées effectives de travail dans le calcul de la pension
- **Pension minimum**
 - Aussi après 20 ans de travail effectif
 - Somme des jours prestés dans tous les régimes
- **Augmentation du plafond salarial**

PERSPECTIVES

■ Généralisation du second pilier de pension

- Pension libre complémentaire pour les travailleurs salariés
- Affectation d'une part des marges salariales pour atteindre 3% de prime

■ Pension mixte

- Équité entre les agents contractuels et statutaires

■ MyPension.be

- Possibilité de connaître les données de pension complémentaire et le montant de sa pension

■ Pension partielle



FINANCES

JOHAN VAN OVERTVELDT



DÉJÀ RÉALISÉS

■ FISCALITÉ

- Tax Shift
 - *salaires net* ↗
 - *compétitivité* ↗
 - *jobs* ↗
- Incitatif pour STARTERS et pour les investissements dans les nouvelles technologies
- Simplification TVA
- Régularisation fiscale
- Plan stratégique Douane

DÉJÀ RÉALISÉS

■ SECTEUR FINANCIER

- Groupe d'experts Secteur financier
- Réforme Taxe bancaire
- Réforme Loi bancaire
- Gels des moyens terrorisme
- Encourager investissements dans l'immobilier ET l'infrastructure via SIR et FIIS

■ LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE

- Taxe Caiman
- Mesures supplémentaires Panama Papers
- 100 nouvelles recrues ISI + investissements ICT
- Echange spontané rulings
- Chiffres de perception en hausse
- Fraude de grande ampleur Pr. M. détectée

EN COURS

■ FISCALITÉ

- Incitant pour investissement dans les nouvelles technologies
- Régime Diamant

PERSPECTIVES

- Réforme Impôt des sociétés
- Réforme amendes TVA
- Code recouvrement
- Actions provenant des groupe de travail Groupe d'experts secteur financier
- Bruxelles Centre Financier



AGRICULTURE PME & INDÉPENDANTS CLASSES MOYENNES INTÉGRATION SOCIALE

WILLY BORSUS

DÉJÀ RÉALISÉS

PME

- **Plan PME : 40 mesures pour soutenir les PME**
- **Tax shift PME/Indépendants :**
 - PAS de cotisations sociales patronales principales à vie sur le premier travailleur engagé avant le 31/12/2020
 - Réduction des cotisations sociales applicables du 2^{ème} au 6^{ème} travailleur
 - Le doublement des déductions pour investissements à 8% pour les PME et l'augmentation au même pourcentage (8%) pour les indépendants
 - Les déductions pour investissements numériques : déduction fiscale de 13,5 % du montant investi
- **Plan Horeca pour soutenir le secteur, code de conduite pour les contrats de brasserie**

DÉJÀ RÉALISÉS

PME

- **Taxshelter : financement alternatif et déduction fiscale pour investissement**
- **Lutte contre le dumping social**
 - Plan pour une Concurrence loyale » dans le secteur de la construction
 - Nouvelle loi en matière de marchés publics
- **Plan de promotion de l'entrepreneuriat féminin**
- **Loi et reconnaissance de la qualité d'artisan (01/06/2016)**

EN COURS

PME

- **Mesures de simplification en matière de PME, Agriculture, statut social des indépendants**
- **Evaluation et amendement de la loi du 21 décembre 2013 relative aux crédits aux entreprises**
- **Renforcer l'attractivité du dispositif relatif au groupement d'employeurs**

PERSPECTIVES

PME

- **Soutenir l'entrepreneuriat de la seconde chance**
- **Améliorer le cadre légal relatif au commerce et initier des mesures d'appui au secteur**
- **Fixer des mesures opérationnelles pour le déploiement des PME à l'international**

DÉJÀ RÉALISÉS

STATUT SOCIAL DES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

■ Volet « cotisation »

- Réduction du taux des cotisations sociales des indépendants de 22 à 20,5 %
- Mesures en faveur des indépendants prodiguant des soins à des proches
- Réforme du congé de maternité des indépendantes
- Création d'un statut d'étudiant-entrepreneur

■ Volet « aide en cas de difficultés »

- Création d'une couverture « droit passerelle »
- Aide aux secteurs en difficulté (agriculteurs, commerces, actions post attentats pour différents secteurs)

■ Volet « pension »

- Aligement de la pension minimale des indépendants au taux isolé et survie sur celle des salariés
- Suppression de la limitation d'activité autorisée pour les pensionnés

■ Volet « fraude sociale »

- Renforcement de la lutte contre le dumping social et les indépendants fictifs

EN COURS

STATUT SOCIAL DES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

■ Réforme des cotisations

- Évaluation du nouveau mode de calcul des cotisations (calcul sur les revenus de l'année même)

■ Renforcement de la lutte contre la fraude sociale

■ Instauration d'un 2^{ème} pilier de pension pour les indépendants en personne physique

■ Réforme de la Commission des dispenses

- Amélioration des procédures (instauration d'un appel)

DÉJÀ RÉALISÉS

INTÉGRATION SOCIALE

- **Nouvelle loi sur les Projets individualisés d'intégration sociale (PIIS)**
- **Tax Shift : augmentation de 2% des Revenus d'intégration sociale (RIS)**
- **CPAS : transfert de budget afin de compenser les charges supplémentaires des CPAS**
- **Limitation du séjour à l'étranger pour les bénéficiaires d'un revenu d'intégration**
- **Crise de l'asile**
 - aide financière aux CPAS pour répondre à leurs besoins matériels et organisationnels (+10%)

PERSPECTIVES

INTÉGRATION SOCIALE

- **Levée du secret professionnel des travailleurs sociaux en cas de connaissance d'infraction grave**
- **Rapport social électronique : partage et échange d'informations entre les CPAS**
- **Harmonisation du revenu d'intégration et équivalent : égalisation des droits et simplification administrative**
- **Précision du caractère « urgent » de l'aide médicale urgente**
- **Evaluation des différentes catégories du revenu d'intégration suite à l'évolution sociétale des modes de vie (diverses formules de cohabitation par exemple)**

DÉJÀ RÉALISÉS

AGRICULTURE

- Assouplissement et aides financières pour les agriculteurs
- Développement des exportations des produits agricoles (staff AFSCA)
- Soutien aux petits producteurs et transformateurs agricoles (cellule d'accompagnement)
- Renforcement du pouvoir de négociation des producteurs au sein de la chaîne alimentaire (dont concertation lait et porc)
- Prévention de crises sanitaires (ex. campagne de vaccination contre la langue bleue)
- Lutte contre l'antibiorésistance (convention et réglementation)
- Lutte contre le gaspillage alimentaire (assouplissement des règles pour favoriser les dons aux banques alimentaires)

EN COURS

AGRICULTURE

- **Plan abeilles fédéral**
- **Programme fédéral de Réduction des pesticides 2018-2023**
- **Simplification administrative**
- **Développement des perspectives agricoles, propositions au niveau européen concernant l'avenir agricole et suivi des accords internationaux**

DÉJÀ RÉALISÉS

FERROVIAIRE ET AÉRIEN

- **Transposition de la Directive 2012/34 pour la création d'un espace ferroviaire unique européen**
- **Entrée en vigueur de la législation sur les lignes ferroviaires touristiques et patrimoniales**
- **Renforcement du personnel du Service de Régulation, de l'Organisme d'Enquête sur les accidents et incidents ferroviaire et du Service de Sécurité et d'Interopérabilité des Chemins de Fer**

PERSPECTIVES FERROVIAIRE ET AÉRIEN

- **Octroi de la personnalité juridique au Service de Régulation du Transport ferroviaire et de l'Aéroport de Bruxelles-National, à l'Organisme d'Enquête sur les accidents et incidents ferroviaire et au Service de Sécurité et d'Interopérabilité des Chemins de Fer**
- **Modifications de la législation sur les lignes ferroviaires touristiques et patrimoniales**



ÉNERGIE ENVIRONNEMENT DÉVELOPPEMENT DURABLE

MARIE CHRISTINE MARGHEM



DÉJÀ RÉALISÉS

APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE

- **Risque de pénurie durant l'hiver résolu**
 - Loi de prolongation Doel 1 et 2
 - Loi redevance Doel 1 et 2
 - Arrêté royal - Nouveau plan de délestage
- **Programme national des déchets- Arrêté ministériel (tableau de bord stratégique imposé par la Directive Euratom 2011)**

EN COURS

APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE

- **Un approvisionnement plus sûr, notamment via le processus de prolongation Doel 1 et Doel 2**
 - Projet de loi contribution de répartition
- **Une énergie plus abordable grâce au projet « Offshore »**
 - Révision mécanisme de soutien (Norther et Rentel) = économie de 1,1 MIA € pour consommateurs
- **Plan fédéral – horizon 2017-2027**
 - Etude d'Elia sur les besoins en adéquation et en flexibilité
 - Consultation des stakeholders : projet en cours sur la gestion de la demande et du stockage
- **Politique environnementale**
 - Plan abeilles

DÉJÀ RÉALISÉS

POLITIQUE CLIMATIQUE

■ **Burden sharing**

- Accord politique sur les objectifs climat-énergie 2013-2020- Décembre 2015

■ **Offshore**

- Politique fédérale en vue d'atteindre 2200 MW et poursuite du développement de l'offshore en mer du nord

■ **Sustainable Development Goals**

- Promotion des objectifs de développement durable

■ **Etude de l'impact macro-économique des scénarios bas carbone à 2050**

PERSPECTIVES

■ Transition énergétique

- Sécurité d'approvisionnement à court, moyen et long terme
- Préparation de la sortie du nucléaire (politique en matière de gestion des déchets radioactifs, provisions nucléaires, recherche et développement en matière nucléaire)

■ Norme énergétique

■ Politique climatique et énergétique : plan national intégré énergie-climat 2030

■ Politique environnementale

- Plan fédéral contre la criminalité environnementale
- Feuille de route économie circulaire (ecodesign)

■ Développement durable

- Implémentation des Sustainable Development Goals (SDG)
- Plan fédéral du développement durable



FONCTION PUBLIQUE

STEVEN VANDEPUT

DÉJÀ RÉALISÉS

■ Travailler à une organisation efficace et efficiente

- Création du Service d'Audit Interne Fédéral
- Faciliter les marchés publics (entre autres, en vue de promouvoir l'accessibilité aux PME)

■ Travailler à une politique du personnel moderne

- Nouveau pourcentage de contrôle
- Modernisation de l'évaluation et du stage dans la fonction publique dans le but d'atteindre un seul et unique système d'évaluation pour l'ensemble du personnel
- Réforme du système de pension pour maladies et du capital maladie

■ Responsabiliser et offrir de l'autonomie au management

- Les services publics fédéraux travaillent sur base des contrats d'administration
- Processus continu d'enveloppes du personnel et de monitoring du personnel
- Les top fonctionnaires seront évalués sur les réalisations et sur la qualité de toutes les évaluations

DÉJÀ RÉALISÉS

■ Un meilleur service et une valeur ajoutée

- Appliquer Only Once et appliquer des actions sur l'orientation clients comme un standard minimal détaillé sur l'accueil et un rapport portant sur des indicateurs de gestion de plainte 2015

■ Apprentissage plus ciblé, meilleure formation

- Fin progressive des formations certifiées et ouverture d'un nouveau campus virtuel (e-campus) d'apprentissage en ligne

■ Propager les valeurs et donner l'exemple

- Pour revenir à 3% de personnes avec un handicap, création d'un système de cofinancement de projets d'adaptation de l'environnement du poste de travail (60-40)
- Organisation de bourses d'information pour les personnes avec handicap. Sélections neutre (genre)
- Formation de personnes de confiance. Début du statut sur la dénonciation

EN COURS

■ **Travailler à une organisation efficace et efficiente**

- La création et l'organisation de PersoPoint comme unique secrétariat social fédéral
- Optimisation de la structure organisationnelle: achats centraux coordonnés, recouvrement des recettes publiques, gestion du patrimoine immobilier, excellence opérationnelle dans le domaine de la Sécurité, excellence opérationnelle dans le domaine de la Santé et création d'une nouvelle entité horizontale

■ **Responsabiliser et offrir de l'autonomie au management**

- Réflexion sur le système des titulaires de mandat et sélection des hauts fonctionnaires

■ **Une politique du personnel moderne**

- Adaptations de la réglementation portant sur le régime disciplinaire (approuvé cmr – en signature chez le roi), le travail intérimaire, la simplification ciblée et nécessaire de la réglementation, le processus d'évaluation et la gestion des prestations, l'aménagement du temps de travail

PERSPECTIVES

■ Une organisation efficace et efficiente

- Actions pour impliquer d'avantage les start-ups et les PME dans les offres du pouvoir adjudicateur et Onboarding de toutes les organisations publiques fédérales qui entrent dans PersoPoint et sur les fiches de paie digitales

■ Une politique du personnel moderne

- Modification de la réglementation sur l'organisation du temps des travail et du temps libre
- Adaptations de la réglementations portant sur le régime disciplinaire, le travail intérimaire, la simplification ciblée et nécessaire de la réglementation, le processus d'évaluation et la gestion des prestations, l'aménagement du temps de travail
- Rationalisation des catégories d'emplois contractuels et mise en place de lois sur l'emploi des langues

PERSPECTIVES

■ **Un meilleur service et une valeur ajoutée**

- Développement des tests nécessaires Selon pour communiquer plus efficacement avec les collaborateurs et pouvoir les évaluer dans leur langue maternelle

■ **Apprentissage plus ciblé, meilleure formation**

- Un trajet pour moderniser l'organisation et la rendre plus souple

■ **Propager les valeurs et donner l'exemple**

- Diversité
- Intégrité



BUDGET

SOPHIE WILMÈS



DÉJÀ RÉALISÉS

- **En 2015, le solde de financement de la Belgique est passé sous la barre des 3% (de -3,1% en 2014 à -2,6% en 2015 dont -2,3 % pour l'entité I)**
 - Cette amélioration est le fruit notamment de la réduction de la part des dépenses publiques dans le PIB (de 55,1% en 2014 à 53,9% en 2015)
- **En 2016, le gouvernement a déposé fin avril le programme de stabilité 2016-2019**
- **Mai 2016, la Commission européenne a considéré que la Belgique est "globalement conforme" aux exigences du Pacte de Stabilité et de Croissance**

DÉJÀ RÉALISÉS

- **La Commission européenne salue les politiques structurelles du gouvernement, en particulier au niveau des pensions, du marché du travail et de la fiscalité**
 - Cela a permis une révision du MTO (Objectif de solde budgétaire à moyen terme), qui est passé de +0,75% à 0%
- **Le gouvernement a obtenu que les dépenses liées à la crise de l'asile et la sécurité soient traitées par la Commission européenne dans le cadre de la clause de flexibilité incluse dans le Pacte de Stabilité**
- **Le gouvernement a confirmé au travers de l'ajustement 2016 son engagement à assainir les finances publiques**

EN COURS

- **La loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral a été modifiée**
 - Objectif : harmoniser les budgets et comptes de l'ensemble des organismes consolidés et donner une image fidèle de la réalité de l'ensemble du budget de l'Etat fédéral
- **2^{ème} ajustement budgétaire 2016 et initial 2017**
 - Comité de Monitoring nous indique un effort de 2,4 milliards pour rester sur la trajectoire de notre Programme de Stabilité

PERSPECTIVES

- **Objectif: baisse continue du solde structurel et baisse de la dette**
- **Poursuivre les efforts pour assainir les finances publiques et mettre en place les conditions nécessaires pour assurer un développement durable de notre économie**
- **Le principe de vigilance reste de mise afin de maintenir le cap au niveau budgétaire grâce à un monitoring régulier**

DÉJÀ RÉALISÉS ET PERSPECTIVES

DÉONTOLOGIE ET AUDIT

- Le Bureau d’Ethique et de Déontologie Administrative (BEDA) a procédé au déploiement des 77 personnes de confiance dans les différents SPF et au suivi de la mise en œuvre de la Convention de l’ONU contre la corruption. La Belgique sera évaluée entre août 2016 et janvier 2017
- Le Conseil des ministres a approuvé la création d'un seul service d'audit interne au sein de l'administration fédérale qui doit permettre d'engendrer des économies d'échelle et des gains d'efficacité.

DÉJÀ RÉALISÉS ET PERSPECTIVES

LOTÉRIE NATIONALE

■ **Nouveau contrat de gestion de la Loterie nationale**

- Prise en compte de l'évolution du marché des jeux et paris
- Recherche d'amélioration de la visibilité de la Loterie Nationale
- Objectif renforcé en matière de gouvernance de l'entreprise



MOBILITÉ

FRANÇOIS BELLOT



DÉJÀ RÉALISÉS

■ MATIÈRES MARITIMES

- Révision des statuts de l'Institut pour le transport par batellerie (ITB)
- AR sur mise en service des bateaux nouvellement construits ou importés

■ MATIÈRES ROUTIÈRES

- Sécurité routière
 - *Loi Crossborder : échange de données entre polices des Etats membres (8 infractions les plus graves)*
 - *Plan d'action Sécurité routière qui fait suite aux Etats généraux de la Sécurité routière (EGSR) 2015*
 - *Transposition Directive EU 2014/85: adaptation des critères médicaux pour la conduite (apnée du sommeil)*
- Simplification procédures administratives pour les citoyens
 - *Loi Crossborder : échange de données entre polices des Etats membres (8 infractions les plus graves)*
 - *AR 09 11 15: Tarifs en matière d'immatriculation des véhicules*
 - *AR 19 02 16 réforme des plaques temporaires de courte durée : W (transit) et X (export)*

DÉJÀ RÉALISÉS

■ MATIÈRES AÉRIENNES

- Drone: cadre juridique pour l'utilisation des drones
- Règles de l'air: mise en œuvre des nouvelles règles européennes eu égard aux règles de l'air et aux services / procédures de navigation aérienne
- Belgocontrol: accord social sur la mise en place d'un système de stand-by (pooling)

■ MATIÈRES FERROVIAIRES

- Cellule d'investissements – PPI: Modification de la loi 1926 et 1991 donne une base légale à la Cellule
- RER: identification des travaux à réaliser à court, moyen, long termes
- Intermodalité : Création de la plateforme d'Intermodalité via le CEMM
- Sécurité: Identification des infrastructures critiques SNCB et Infrabel
- Dossier du Luxembourg (Gaichel) – Tarification: introduction du Flex Pass
- 4e Paquet ferroviaire: accord sur le pilier technique et politique

EN COURS

■ MATIÈRES MARITIMES

- Réforme des examens du brevet de conduite
- Elaboration du nouveau code de la navigation

■ MATIÈRES ROUTIÈRES

- Code of practice : cadre pour la réalisation de tests de véhicules autonome
- Révision du Code de la Route
- Ethylomètre : anti-démarrage en cas de récidive ; préventif dans le transport de personnes
- Création d'un cadre pour la formation comme alternative à l'amende
- Petit format de plaque d'immatriculation pour cyclomoteurs et vélos électriques
- Simplification administrative en matière d'immatriculation commerciale

EN COURS

■ MATIÈRES AERIENNES

- Solution structurelle équitable basée sur 7 composantes (dossier survol)
- Autorité indépendante de contrôle des nuisances sonores
- Nouvel accord de coopération pour Belgocontrol

■ MATIÈRES FERROVIAIRES

- Contrat de gestion SNCB & Infrabel : finalisation
- Cellule d'investissements – PPI: finalisation
- Financement pluriannuel RER
- Amendes administratives SNCB & Infrabel
- Service garanti
- Transposition du 4e Paquet



LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ÉGALITÉ DES CHANCES

ELKE SLEURS



DÉJÀ RÉALISÉS

■ **Plan d'action national de lutte contre toutes les formes de violence basées sur le genre**

- 235 mesures concrètes adaptées au champ de travail
- Volet prioritaire concernant la violence sexuelle
- Scénario délits aux mœurs & journées d'étude pour la police
- Centres d'accueil multidisciplinaire pour les victimes de violences sexuelles
- www.violencessexuelles.be
- L'instrument d'évaluation des risques de violence conjugale

DÉJÀ RÉALISÉS

■ Augmentation des minima sociaux

- En moins de 2 ans, e.a. le revenu d'intégration sociale a été augmenté même de 6%
- Sur base annuelle :
 - + 400 € pour cohabitants
 - + 600 € pour célibataires
 - + 800 € pour chefs de famille

■ Troisième Plan Fédéral de Lutte contre la Pauvreté

■ 11,27 millions € d'investissements supplémentaire unique pour les Etablissements Scientifiques Fédéraux

■ Plan de rénovation des musées fédéraux

- Site du Cinquantenaire et les Musées royaux des Beaux-Arts
- Fini les fuites de toiture
- 145,14 millions pour des travaux de réparation à grande échelle

EN COURS

- **Cartes de stationnement pour les personnes handicapées**
 - Réflexion sur l'introduction d'un code QR pour mettre fin aux abus et mettre en place système de contrôle facile et simple
- **Plan National de lutte contre la pauvreté infantile**

PERSPECTIVES

- **Réforme de la Loi transgenre et la Belgique à la 1^{ère} place dans la classification ILGA**
- **Plan d'action interfédéral de lutte contre les discriminations homophobes et transphobes**
- **4 campagnes de sensibilisation ambitieuses: le racisme, le tabou transgenre, intimidation sexuelle en rue et violence sexuelle**
- **Lancement de la Carte Européenne Handicap**
- **La création d'une Agence Spatiale Interfédérale**
- **L'autonomisation des Etablissements Scientifiques Fédéraux**



LUTTE CONTRE LA FRAUDE SOCIALE PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE MER DU NORD

PHILIPPE DE BACKER

DÉJÀ RÉALISÉS

LUTTE CONTRE LA FRAUDE SOCIALE

■ **Lutte contre la fraude sociale et le dumping social = une priorité pour le gouvernement belge**

- Plan pour une concurrence loyale dans la construction: 2/3 des actions nationales mises en œuvre
- Plan pour une concurrence loyale dans le Transport

■ **Mesures pour l'horeca**

- flexi-jobs, brut=net heures supplémentaires... : les 1ers chiffres indiquent plus d'emplois fixes, 15.000 flexi-jobs, et surtout une plus grande masse salariale déclarée !

→ Résultat : le plan d'action fraude sociale et dumping social a rapporté 180 millions d'euros, c'est-à-dire le chiffre le plus élevé jamais réalisé

DÉJÀ RÉALISÉS

VIE PRIVÉE & MER DU NORD

■ Vie privée

- Accord sur nouvelle Directive Vie privée de l'UE
- Belgique placée au 1er plan international en matière de protection de la vie privée (cf. facebook)
- Equilibre entre sécurité et vie privée

■ Mer du Nord

- Blue Growth
- Mise en conformité du mécanisme de soutien à l'énergie renouvelable en mer au profit de la protection de l'environnement et à l'énergie 2014-2020 de la Commission européenne
- AR Sports de vague: liberté et responsabilité en mer du Nord

PERSPECTIVES

■ **Lutte contre la fraude sociale**

- Réforme des services d'inspection sociale
- Poursuite de l'approche spécifique par secteur: électro, nettoyage, agriculture et horticulture
- International: accords de coopération bilatéraux avec les pays qui détachent le plus grand nombre de travailleurs en Belgique
- Lancement du push énergétique dans la lutte contre la fraude au domicile

■ **Vie privée**

- Réforme de la Commission vie privée
- Transposition de la Directive de l'UE relative à la vie privée

■ **Mer du Nord**

- Nouveau Plan d'aménagement des espaces marins
- Vision pour la mer du Nord 2050



SÉCURITÉ-JUSTICE



SÉCURITÉ INTÉRIEUR RÉGIE DES BÂTIMENTS

JAN JAMBON



DÉJÀ RÉALISÉS

■ Intérieur

- Services d'incendie et Protection Civile
 - Exécution réforme des services d'incendie + AR supplémentaires (cf formation)
 - SA Astrid (financement, extension de capacité, gouvernance)
- Planification d'urgence et gestion de crise
 - Plan d'urgence national pour des attaques terroristes
 - BeALERT (SMS alert)
- Institutions et population
 - Retrait des cartes d'identité dans le cadre de la lutte contre le terrorisme
- Sécurité nucléaire
 - Plan d'urgence nucléaire

DÉJÀ RÉALISÉS

■ Police et sécurité

- La pension dans les services de police
- Lutte contre le terrorisme
 - *PNR*
 - « *Plan Canal* »
 - *Circulaire Foreign Terrorist Fighters*
 - « *Plan R* »
- Opérationnalisation IRU
- Système de recrutement police (projet pilote à Anvers)
- La Note-Cadre de Sécurité intégrale & le Plan national de Sécurité

■ Régie des Bâtiments

- Logement et pré-accueil des réfugiés
- Masterplan musées bruxellois (Cinquantenaire, Mont des Arts,...)

EN COURS

■ Intérieur

- Planification d'urgence et gestion de crise
 - *Application 112*
 - *Numéro unique 112 pour les appels d'urgence*
- Révision de la législation sur les caméras
- Services d'incendie et Protection Civile
 - *Réforme de la Protection Civile*

■ Police et sécurité

- Plan relatif aux tâches clés de la police

■ Régie des Bâtiments

- Masterplan prisons (Dendermonde, Haren et Anvers)
- Masterplan PolFéd (Vottem, Valaar,...)
- Masterplan palais de justices (Eupen, Bruxelles,...)

PERSPECTIVES

■ Intérieur

- Maintien des normes en matière de prévention des incendies
- « Projet I-voting » pour des Belges à l'étranger
- Nouvelle législation sur la sécurité privée
- Modernisation de la réglementation entourant les missions des détectives privés

■ Police et Sécurité

- Enseignement policier
- Approche administrative
- Base de données commune plan R (« Joint Information Box »)

■ Régie des Bâtiments

- Masterplan gestion du patrimoine



TÉLÉCOMS

ALEXANDER DE CROO



DÉJÀ RÉALISÉS

- **Cadre légal relatif à la suppression de l'anonymat des cartes SIM prépayées (voté au Parlement)**
- **Réseau GSM :**
 - priorisation donnée à des acteurs clés pour garantir leur accessibilité

EN COURS

■ iPolice

- 110 mio € prévu pour la numérisation/digitalisation poussée des services de police (e.a. technologie mobile et utilisation de l'intelligence artificielle)

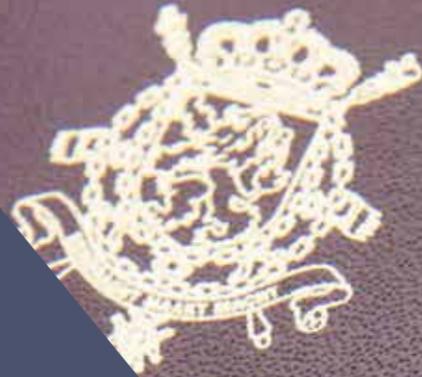
■ BE-alert :

- prévenir la population par SMS en cas de menace de catastrophe ou après des attentats
(projet de loi au Conseil d'État, au Parlement en octobre)

■ Utilisation accrue de brouilleurs par le SEDEE-DOVO et les services d'intervention (cadre légal en préparation) : timing janvier 2017

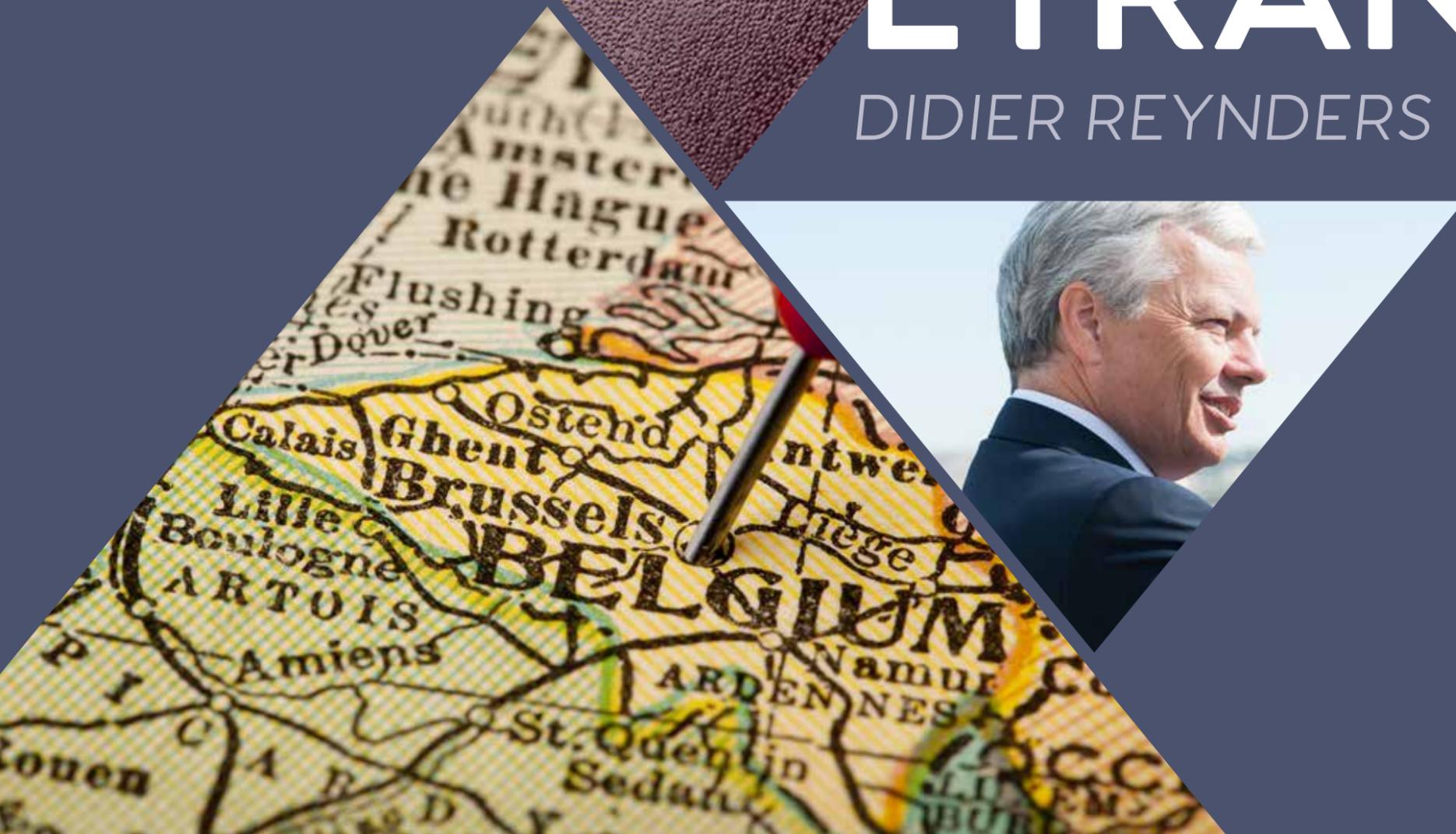
■ Concertation en cours avec les Régions en ce qui concerne l'extension de la capacité de réseau (réduction des normes de rayonnement, taxe sur les pylônes, etc.)

KONINKRIJK BELGIE
ROYAUME DE BELGIQUE
KÖNIGREICH BELGIEN



AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DIDIER REYNDERS



DÉJÀ RÉALISÉS

■ **Lutte contre le terrorisme**

- Coalition anti-Daesh : action diplomatique et régionale
- Mesures consulaires : retrait de passeport
- Autorité Nationale de Sécurité (ANS): renforcement



JUSTICE

KOEN GEENS

DÉJÀ RÉALISÉS

■ Justice redevenue un bon débiteur: rattrapage arriéré 175 millions €

■ Etalement des économies en personnel 2015-2018

- Rythme d'économies plus lent pour le personnel à la Justice 2015-2016
- Gel des économies pour le personnel pénitentiaire en 2016-2017
- Implication collèges de magistrats dans la priorisation des nominations
- Concertation sociale sur la méthode 'travailler autrement' dans établissements pénitentiaires
- Optimalisation engagement police judiciaire (TO 3)

■ Traitement économie coûts de fonctionnement et d'investissement 20% en 2015

- Priorisation investissements sécurité et informatique
- Adaptation tarifs frais de justice en matière pénale: huissiers de justice, ADN, téléphonie, analyses salivaires, traducteurs/interprètes, et création registre experts judiciaires

EN COURS

■ Cinq lois pot-pourri réduisent conflits et détenus

- Responsabilisation dans le droit procédural élargi et humanisation application des peines
- Informatisation externe (e-box, e-deposit, e-signification, pacte professions juridiques)

■ Révision droit pénal et droit de la sécurité

- Nouvelle note-cadre de sécurité intégrale et durcissement droit pénal en matière sexuelle
- Droit pénal routier (simple injonction de payer, y compris p.ex. cross border)
- Trois lois terro, déradicalisation prisons, dataretention, BOM/BIM
- Renforcement VSSE, plan Canal, méthodologie OCAM, Plan R, Circulaire FTF
- Fonds d'aide aux victimes

EN COURS

- **Sort des internés: législation moderne, nouveaux établissements**
- **Modernisation législation et financement aide juridique et Salduz+**
- **Droits de l'homme et volet international**
 - Déclaration de Bruxelles (Conseil de l'Europe), mécanisme national des droits de l'homme, accord de coopération en matière d'enlèvement d'enfants

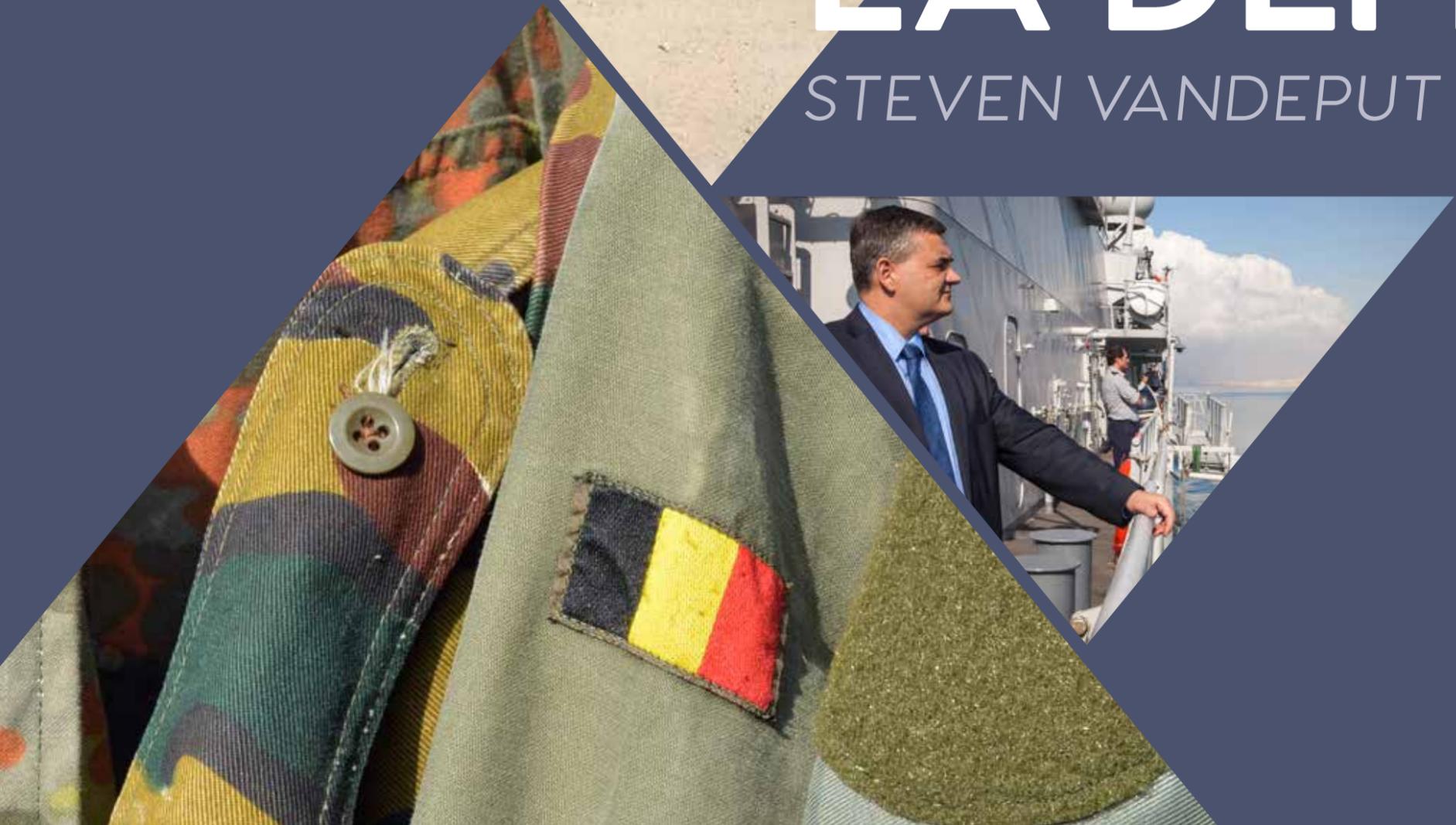
PERSPECTIVES

- **Statut agent pénitentiaire (y compris service minimum)**
- **Large refonte de la législation de base**
 - Droit civil, successoral, des personnes et des familles (état civil, nom, filiation, transgenre)
 - Droit pénal, de la procédure pénale et de l'application des peines
 - Droit des entreprises, des faillites et des sociétés
- **Tribunal de l'avenir (avec p.ex. informatique toujours meilleure)**
 - Procédures allégées de mise en état, d'appel, de médiation
 - Accès à la justice + nouvel élan avocats, e.a. par assurance protection juridique
- **Rationalisation en profondeur infrastructure de base (Masterplans)**
- **Autonomie de gestion et statut magistrature**
- **Optimalisation de la gestion de l'information des services de sécurité**



LA DÉFENSE

STEVEN VANDEPUT



DÉJÀ RÉALISÉS

■ Soutien aux partenaires du gouvernement fédéral

- POL Fédérale: assistance dans la prévention d'actes de terrorisme
- Asile & Migration : assistance lors de la crise d'asile
- JUSTICE: assistance lors des grèves des gardiens de prisons
- MOBILITE: assurer le back office de Belgocontrol en cas de problème technique

■ Respect des engagements internationaux (Pays de Galles & Varsovie)

- Engagement international pour promouvoir la paix et la stabilité (OUTPUT)
 - *Combat contre DAESH*
 - *Construction de capacités de nations partenaires*
 - *Assistance à nos partenaires à la frontière EST (RAP et Enhanced Forward Presence)*
- La tendance aux économies est interrompue (INPUT)
 - *100 millions € (récurrent) de la provision interdépartementale (payement de la dette & investissements)*
 - *9,2 milliards € pour des investissements planifiés (vision stratégique)*
 - *200 millions € des réserves propres (Investissement pendant cette législature)*

DÉJÀ RÉALISÉS

■ Coopération

- Interdépartemental
 - *p.ex. Sûreté de l'Etat & ACOS IS (Renseignements militaires) : développement d'une instruction commune en renseignement*
- International
 - *p.ex. Pays-Bas: Flip-Flop engagement F-16s contre DAESH et QRA nationale – France : appui au Groupe aéronaval Charles de Gaulle*

■ Reforme des Parastataux

- Création d'une structure transversale pour le patrimoine militaire et la mémoire des conflits
- Création de synergies entre l'Institut des Vétérans- Institut National des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, et la caisse d'assurance pour maladies et invalidités pour améliorer le remboursement des frais médicaux pour les ayants-droit
- L'Office Central d'Action Sociale et Culturelle de la Défense se reconcentre sur ses missions-clés, entre autres le soutien moral aux vétérans

EN COURS

■ **Vision stratégique (2015-2030)**

- Analyse de l'environnement sécuritaire BEL et positionnement
- Portefolio en investissements pour le futur (9,2 mia €) en capacités de défense BEL

■ **Reforme des Parastataux**

- L'Institut Géographique National se développera en tant que courtier au sein des institutions fédérales

PERSPECTIVES

- **Les dossiers d'investissement de la vision stratégique à concrétiser via une loi de programmation**
- **Réduire l'armée (25 000 ETP) et la rajeunir (âge moyen 34 ans)**
 - Développement d'un plan de carrière nouveau, flexible et attractif avec une attention pour la mobilité externe et interne
 - Modernisation de l'instruction, de la formation et de l'évaluation (ERM)
- **La rationalisation du fonctionnement et de l'infrastructure**
 - Outsourcing des tâches non-spécifiquement militaires, évaluation de projets (p.ex Horeca à l'ERM)
 - Développer et implémenter une structure (d'état-major) amincie



ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX

ASILE & MIGRATION



COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

ALEXANDER DE CROO

DÉJÀ RÉALISÉS

DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

- **Priorité aux droits de l'Homme & à 1 croissance éco. durable et inclusive**
 - Mise en pratique de l'approche fondée sur les droits, accent mis sur le secteur privé comme moteur de développement
- **Exercice de concentration & accent sur les pays les moins avancés**
 - 18 → 14 pays partenaires, 20 → 15 organisations partenaires
- **Efficacité et effectivité accrues**
 - Rationalisation, simplification administrative, examen ONG
- **Attention particulière à l'aide humanitaire**
 - Cf. Syrie et Ebola, 150 mio € (2015), 170 mio € (2016)
- **Leadership international en numérisation & développement**

EN COURS

DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

- Transformation de la CTB en Belgian Development Agency (2018)
- Charte avec le secteur privé belge sur le développement et les Objectifs de développement durables (ODD)
- Nouveaux programmes de coopération avec pays partenaires uniquement si les élections se déroulent bien



AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DIDIER REYNDERS

DÉJÀ RÉALISÉS

■ Union Européenne

- Initiative sur l'état de droit
- Lancement d'une réflexion au sein des 6 fondateurs

■ Multilatéralisme

- Présidence Conseil de l'Europe
- Siège au Conseil des Droits de l'Homme

■ Diplomatie économique

- Visites d'État
- Missions économiques

DÉJÀ RÉALISÉS

■ Accords commerciaux

- Rapport de mise en œuvre au Parlement

■ Assistance

- Traveller's Online
- Identification et aide aux victimes d'attentats et d'accidents

■ Réseau de postes diplomatiques

- Restructuration

■ B-Fast

- Analyse stratégique et modernisation

EN COURS

■ Afrique centrale

- Gestion de crise au Burundi, RDC
- Elaboration d'une note stratégique

■ Image de la Belgique

- Promotion à l'étranger

■ Union européenne

- Gérer le Brexit
- Réflexion sur l'avenir de l'UE

■ Multilatéralisme

- Campagne pour un siège non-permanent au Conseil de sécurité ONU 2019-2020

PERSPECTIVES

■ **Multilatéralisme**

- Sommet OTAN 2017 à Bruxelles

■ **Vote à l'étranger**

- Simplification
- Extension aux élections régionales et européennes

■ **Département**

- Réorganisation

DÉJÀ RÉALISÉS

BELIRIS

- Pôle multimodal de Schuman (mis en service le 04.04.2016)
- Station de métro Arts-Loi

DÉJÀ RÉALISÉS ET PERSPECTIVES

BELIRIS

■ L'avenant 2015-2017 sera alimenté de 125 mio €/an

- l'accent mis sur la mobilité et les grands projets d'infrastructures. Plus de moyens sont dédiés au métro et aux infrastructures majeures en lien avec le rôle de la capitale.
 - 250Mio€ pour la mobilité, dont 150Mio€ pour l'extension du métro Nord. Le début des travaux est prévu pour 2019
 - 125 Mio€ pour la revitalisation des quartiers ;
 - 103 Mio€ pour les investissements culturels, scientifique et patrimoniaux, dont :
 - 20 Mio€ pour le conservatoire de musique ;
 - 30 Mio€ pour les établissements scientifiques fédéraux (Musées royaux) ;
 - 21 Mio€ pour le parc du Cinquantenaire.
 - 80,9 Mio€ seront affectés à l'achat de terrains principalement dans les réserves foncières destinées par la Région à son développement futur. Cela concerne entre autres le site Reyers, Schaerbeek formation, le quartier Heyvaert et le quartier de la Couronne
 - Les zones prioritaires de Reyers, du (Plan) Canal, de Delta, Josaphat, Tour et Taxis, Gares du Midi et de l'Ouest, et plusieurs contrats de rénovation urbaine se verront affecter 47,5 Mio€.
 - Piétonnier Bruxelles = 20 Mio€.



COMMERCE EXTÉRIEUR

PIETER DE CREM

DÉJÀ RÉALISÉS

■ Optimisation Ducroire et Finexpo

- Nouveau système forfaiting de soutien supplémentaire pour les PME exportatrices: un produit financier où les créances commerciales de l'exportateur sont rachetées.
- Implémentation du nouvel instrument d'assistance technique: le financement des services qui contribuent à la conception et à la mise en œuvre de projets d'investissement qui accroissent le stock capital physique d'un pays en développement et font en sorte que le capital humain du pays concerné s'accroisse au moyen de transferts de technologie et de connaissances.
- Augmentation de l'élément de don de 35% à 38% pour bonifications d'intérêt avec don complémentaire

DÉJÀ RÉALISÉS

- **La stabilisation financière de l'Agence pour le Commerce extérieur (après réduction de moitié de la dotation des Régions à l'Agence)**
 - e.a. grâce à l'appui de l'Agence à l'organisation des visites d'Etat avec une composante économique et le financement de l'Agence pour ces tâches;
 - e.a. par le biais de nouvelles applications Trade4U: une plate-forme qui, en plus d'autres applications, diffuse, contre paiement, des opportunités d'affaires internationales à ses abonnés, par courriel et via une application mobile;
 - e.a. par une vaste gestion financière, y compris une réduction des effectifs sans licenciements obligatoires;
- **Pour la première fois des visites royales d'Etat avec un volet économique (e.a. la Chine et la Pologne).**

DÉJÀ RÉALISÉS

- **Des missions économiques princières annuelles menées par la Princesse Astrid**
 - e.a. le Pérou, la Colombie, la Malaisie, le Singapour, le Qatar, les Emirats Arabes Unis, le Canada et l'Indonésie
- **En mettant l'accent sur l'approche Business to Government dans le cadre des missions économiques et ceci avec les Chambres de Commerce et nos entreprises; nos entreprises sont amenées aux décideurs politiques**
 - e.a. l'Inde, le Brésil, la Turquie, l'Azerbaïdjan, les Etats-Unis, la France, la Bulgarie, la Hongrie, le Kenya, l'Espagne, l'Iran, le Libéria, la Sierra Léone, la Guinée, le Burkina Faso, le Canada, l'Israël et le Sri Lanka
- **Etablir des liens entre le Développement et le Commerce extérieur par une mission conjointe du Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur et du Vice-Premier Ministre et Ministre du Développement**

ANALYSE DES CHIFFRES DE 2015

- En 2015, les exportations belges ont ↗ de 1,1%, passant de 355,5 mia € à 359,5 mia €
- Les importations belges ont ↘
- De 2014 à 2015, les achats de la Belgique à l'étranger ont régressé de 0,9%, évoluant de 342,2 mia € à 339,1 mia €
- La balance commerciale de la Belgique est +, passant de 13,3 mia € en 2014 à 20,5 mia € en 2015

EN COURS

- **Support et assistance aux entreprises belges et en particulier aux PME dans leur internationalisation**
 - Promouvoir davantage l'internationalisation de nos entreprises en éliminant un éventuel déficit d'informations et d'éventuels obstacles au commerce.

PERSPECTIVES

■ Relations économiques

- Missions économiques prévues dirigées par la Princesse Astrid aux Etats-Unis (Texas) en décembre 2016, aux Philippines en mai 2017 et à la Côte d'Ivoire en l'automne de 2017.
- Visites d'Etat avec volet économique au Japon et aux Pays-Bas en 2016.
- Missions thématiques.

■ Optimisation Ducroire et Finexpo

- Création par Ducroire d'un produit 'Buyer loan' où un crédit à l'acheteur d'une firme exportatrice est accordé;
- Optimisation du questionnaire de Finexpo.

■ Chambres de Commerce et Business Associations

- Raffinement des objectifs, du fonctionnement, des critères de soutien et de la simplification des procédures.



**ASILE
& MIGRATION**
SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE

THEO FRANCKEN



DÉJÀ RÉALISÉS

ASILE & MIGRATION

■ Humain avec les vulnérables

- Gestion humaine de la plus grande crise de l'asile depuis la II^e Guerre mondiale: tout le monde a reçu le gîte et le couvert
- Traitement efficace des demandes d'asile : personnel supplémentaire

■ Ferme avec les abus

- ↗ retours avec un focus sur les criminels
- Lutte contre la fraude
- Rattrapage de l'arriéré dans le traitement de dossiers

■ Renforcement de la procédure d'asile

- Un statut de séjour provisoire pour les réfugiés reconnus au lieu d'un statut directement définitif
- Pas de statut de protection en cas de danger pour la société

EN COURS

ASILE & MIGRATION

- **Meilleure protection des enfants qui vont à l'école, des MENA (mineurs étrangers non-accompagnés), des victimes de traite des êtres humains**
- **Déclaration du primo-arrivant: tous les ressortissants des pays-tiers doivent accepter nos normes et valeurs européennes**

DÉJÀ RÉALISÉS

SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE

- **E-enregistrement des actes notariés depuis le 1^{er} janvier 2015**
- **Best Adress**
 - accord de collaboration pour un registre d'adresses unique
- **E-facturation**
 - pour la 1^{ère} fois plus de factures électroniques que de factures papier (52% vs 48 %)
- **Transposition de la directive Open Data (En collaboration avec le Ministre De Croo)**

EN COURS

SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE

- **Loi Only Once en vigueur depuis le 1er janvier 2016**

PERSPECTIVES

- **Modernisation de l'Etat civil : mise en place d'un "Registre Central des actes de l'Etat civil"**
- **Gratuité du Registre national**
- **Banque de données centrale des documents étrangers**